



Genève, le 4 novembre 2020

## Communiqué de presse

### **Le PDC attend de la Confédération un vrai soutien aux entreprises et appelle la classe politique genevoise à se réunir pour affronter la crise**

Aujourd'hui, les enjeux sanitaires, sociaux et économiques sont immenses et il est essentiel pour Genève de dépasser les blocages qui paralysent nos institutions. La classe politique doit se réunir pour aller de l'avant dans la gestion de crise et le PDC soutien un dialogue avec le Conseil d'État tant sur les mesures COVID que sur le budget 2021 qui sera déterminant pour l'avenir du canton. Le parti souhaite également que la prochaine session du Grand Conseil prévue les 25 et 26 novembre soit une session extraordinaire consacrée à la pandémie afin de pouvoir traiter tous les textes relatifs au COVID actuellement en attentes dans les limbes de l'ordre du jour.

Parmi les textes qui n'ont toujours pas pu être traité, le PDC a notamment déposé une motion pour le dé plafonnement des APG pour les indépendants (M 2635) et une motion demandant au Conseil d'État d'intégrer la santé dans sa gestion des risques (M 2681). De plus, comme annoncé, le parti déposera un texte pour supprimer la taxe professionnelle 2020 dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration. Les restaurateurs ont entrepris de gros efforts financiers pour s'adapter aux mesures sanitaires et cette nouvelle fermeture pourrait être le coup de grâce si rien n'est fait pour les soutenir davantage et leur donner des perspectives d'avenir dans leur activité. La pandémie nous rappelle également l'importance des questions touchant à l'alimentation. Le PDC va donc proposer la création d'un crédit unique pour une aide à l'alimentation et la mise en place d'un système alimentaire territorial pour favoriser la consommation locale.

Le PDC réitère ses appels à la Confédération pour une reprise en main de la gestion de crise et une augmentation substantielle des aides à l'économie. Le Conseil fédéral ne peut pas se cacher derrière le fédéralisme pour refuser de mettre la main au porte-monnaie. Le projet pour les cas de rigueur n'est pas suffisant. Cette frilosité dans les mesures annoncées est incompréhensible et inadéquate au regard du faible niveau d'endettement du pays et des réserves financières à disposition, alors même que les entreprises suisses se battent pour survivre. L'heure n'est pas à l'austérité budgétaire en Suisse, nous avons besoin d'une politique anticyclique volontariste. Il faut absolument préserver notre tissu économique pour espérer une relance rapide après la crise et limiter les dégâts sociaux et humains qui pèseront à long terme sur notre société. Les cantons ne peuvent pas mener seuls cette politique. Le PDC demande donc instamment à la Confédération de renouveler les crédits COVID et si besoin de les transformer en aide à fonds perdu. Par ailleurs, une coordination des mesures au niveau de la région lémanique est nécessaire, notamment concernant la fermeture des commerces, sinon cela génère une distorsion de concurrence néfaste pour l'économie locale et des déplacements de population qui favorise la propagation du virus.



**Contacts :**

Delphine Bachmann, présidente

Jacques Blondin, chef de groupe

Vincent Gillet, secrétaire général